

## **ARRÊTÉ**

**portant prescriptions complémentaires  
Installations classées pour la protection de l'environnement  
Société de Cogénération de Picardie (SOCOPIC) à Amiens**

**LE PRÉFET DE LA SOMME  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**Vu** le code de l'environnement et notamment son article R. 181-45 ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;

**Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

**Vu** le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter délivré le 25 mai 2000 à la société DALKIA pour l'exploitation d'une centrale thermoélectrique de cogénération sur la zone industrielle Nord d'Amiens, Rue de Vaux, parcelle cadastrée section KR n°627 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 juin 2021 délivré à la société SOCOPIC pour l'exploitation des installations précitées ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2025 portant délégation de signature principale à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

**Vu** le changement d'exploitant intervenu le 15 juin 2000 au bénéfice de la société SOCOPIC pour l'exploitation des installations précitées ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance transmis par l'exploitant, à la préfecture de la Somme, par courrier du 15 novembre 2024 relatif à la modification du mode d'exploitation des chaudières F302 et F303 pour un passage en mode « sans présence humaine permanente » ;

**Vu** la note complémentaire transmise par l'exploitant à l'inspection des installations classées par courriel du 26 mai 2025 ;

**Vu** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 7 août 2025 ;

**Vu** le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 4 septembre 2025, reçu le 8 septembre suivant ;

**Vu** les observations formulées par l'exploitant sur ce projet d'arrêté par courriel du 16 septembre 2025 ;

**Considérant ce qui suit :**

1. la société SOCOPIC est autorisée à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement sises zones industrielle nord, rue de Vaux, à Amiens, sous couvert notamment de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 25 mai 2000 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 juin 2021 ;
2. par courrier du 15 novembre 2024, la société SOCOPIC a transmis, à la préfecture de la Somme, un dossier de porter à connaissance visant à modifier les conditions d'exploitation des chaudières F302 et F303, en les passant en mode « sans présence humaine permanente » ;
3. la modification du mode d'exploitation n'a pas d'incidence sur les risques sanitaires et technologiques présentés par les installations ;
4. au vu des éléments transmis, l'inspection des installations classées a jugé, dans son rapport en date du 7 août 2025, que ces modifications sont notables, mais pas substantielles au titre des articles R. 181-46 et R. 122-2 du code de l'environnement ;
5. conformément aux dispositions prévues par l'article R. 181-45 du code de l'environnement, ces modifications doivent être actées par voie d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1. – OBJET**

Dès la notification du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 juin 2021 précité sont modifiées par les articles ci-dessous.

**ARTICLE 2. – MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS**

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

| Référence des arrêtés préfectoraux antérieurs     | Référence des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées | Nature des modifications                               |
|---|--|--|
| Arrêté préfectoral complémentaire du 08 juin 2021 | Article 1.5.1 – Réglementation applicable                                  | Complété par l'article 3 du présent arrêté             |
|   | Article 7.2.1.1 – Gardiennage et contrôle des accès                        | Supprimé et remplacé par l'article 4 du présent arrêté |
|   | Article 7.3.1 – Conduite des installations                                 | Modifié par l'article 5 du présent arrêté              |

### **ARTICLE 3. – REGLEMENTATION APPLICABLE**

L'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 juin 2021 est complété par les dispositions suivantes :

| Date     | Texte   |
|----------|---|
| 20/11/17 | Arrêté ministériel relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples |

### **ARTICLE 4. – GARDIENNAGE ET CONTROLE DES ACCES**

L'article 7.2.1.1 est remplacé par les dispositions suivantes :

*« L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.*

*Ainsi l'installation sera surveillée en permanence par un système de télésurveillance, avec report en temps réel vers le centre de traitement des alarmes (hotline). ».*

### **ARTICLE 5. – CONDUITE DES INSTALLATIONS**

Le premier alinéa de l'article 7.3.1 est remplacé par les dispositions suivantes :

*« La chaudière principale F301 doit être exploitée sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Les chaudières F302 et F303 peuvent être exploitées sans présence humaine permanente (SPHP), sous monitoring avec remontée des informations en continu vers deux pôles de suivi :*

- un dispositif qui centralise et historise en temps réel les données provenant des installations*
- un centre de télé-opérateurs chargé d'appeler l'équipe d'astreinte*

*Le mode d'exploitation SPHP n'est autorisé que dans les cas suivants :*

- Faible demande de production de vapeur : lorsque la faible demande en production de vapeur de l'usine EUROLYSINE devient incompatible avec le minimum technique de la chaudière ;*
- Maintenance / entretien de F301 ;*
- Panne / défaillance de F301.*

*Les astreintes de l'exploitant sont en capacité de se rendre sur site en moins de 30 minutes à compter de l'appel d'un des deux pôles de suivi, 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24. »*

### **ARTICLE 6. – PUBLICITÉ**

En vue de l'information des tiers :

1° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie d'Amiens pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de la somme ;

Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

2° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département pendant une durée minimale de quatre mois.

### **ARTICLE 7. – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision peut être contestée auprès du tribunal administratif d'Amiens par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans

un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **ARTICLE 8. – EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, le maire d'Amiens, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SOCOPIC.

AMIENS, le 12 NOV. 2025

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général



Emmanuel MOULARD